



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 145 - 4^{ème} trimestre 2010

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>La conjoncture internationale et nationale du 4^{ème} trimestre 2010</i>	4
<i>La conjoncture régionale de l'Océan Indien</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
2. Annexes statistiques	9
<i>Note méthodologique</i>	9
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	10
<i>Vue d'ensemble</i>	10
<i>Agriculture et aquaculture</i>	11
<i>Industrie agroalimentaire</i>	12
<i>Autres Industries</i>	13
<i>Bâtiment et Travaux Publics</i>	15
<i>Commerce</i>	17
<i>Services marchands</i>	18
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	19
<i>Les entreprises</i>	20
<i>Investissement</i>	20
<i>Financement</i>	20
<i>Vulnérabilité financière</i>	21
<i>Les ménages</i>	22
<i>Consommation</i>	22
<i>Investissement immobilier</i>	23
<i>Vulnérabilité financière</i>	23
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	24
<i>Marché de l'emploi</i>	24
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	24
<i>Commerce extérieur</i>	25
<i>Transports</i>	26
Liste des publications	27

1. SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. La conjoncture internationale et nationale du 4^{ème} trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale toujours hésitante

Au quatrième trimestre 2010, l'économie mondiale a continué à se redresser mais plus lentement qu'au cours du premier semestre. Dans les économies avancées, le rythme de la croissance a été moins rapide qu'en début d'année et les hausses de prix sont restées modérées ; la progression de l'activité est toujours forte dans les économies émergentes, malgré une décélération au dernier trimestre, mais les poussées inflationnistes se sont accentuées.

Le PIB des États-Unis a progressé de 3,2 % en rythme annualisé¹ au cours du quatrième trimestre 2010, après +2,6 %² au troisième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une reprise de la demande intérieure et la poursuite de l'atténuation du déficit commercial imputable à une hausse des exportations et à un fléchissement des importations. Le taux de chômage a très légèrement diminué pour atteindre 9,4 % de la population active en décembre. Portée par la hausse des coûts de l'énergie, la hausse des prix a progressé pour s'établir à 1,5 % en décembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, la fin des programmes de soutien à la consommation et la baisse des dépenses d'investissement public ont entraîné une baisse du PIB de 0,3 % durant le quatrième trimestre, après +0,8 % au troisième trimestre. Les exportations sont touchées par la flambée du yen. La Banque du Japon a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1 %.

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique est restée soutenue mais les prix ont continué à augmenter sous l'effet des hausses des prix des produits alimentaires et des matières premières. En Chine, le PIB, porté par l'investissement, a progressé de 9,8 % en volume³ en rythme annualisé au quatrième trimestre.

La croissance dans la zone euro reste modérée : le PIB s'est accru de 0,3 % au quatrième trimestre, comme au troisième trimestre 2010. La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a continué de progresser : +2,2 % fin décembre 2010 (en glissement annuel) contre 0,9 % un an auparavant. Le taux de chômage dans la zone atteint 10 % en décembre 2010, soit une légère baisse par rapport à septembre (10,1 %). La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010, soit pour l'ensemble de l'année une croissance de 1,5 %, après une chute de 2,5 % en 2009. La consommation des ménages s'est accélérée (+0,9 % contre 0,5 % au troisième trimestre) et l'investissement des entreprises est reparti après le ralentissement du troisième trimestre (+0,6 % contre +0,4 % au trimestre précédent). L'amélioration du solde commercial a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % en décembre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et par la hausse saisonnière des prix des services et des produits frais ; sa progression en glissement annuel s'établit à 1,8 %. Malgré une légère hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (+0,2 %), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,4 % sur le trimestre.

2. La conjoncture régionale de l'Océan Indien

Des situations économiques contrastées

L'économie mauricienne a été très dynamique au troisième trimestre 2010 avec une croissance du PIB de 2,1 % (en données CVS), en accélération par rapport au deuxième trimestre (+0,7 %). Sur un an, le PIB s'accroît de 5,2 %, soutenu par une forte progression des investissements en « bâtiment et travaux de construction » (+15,7 %) et des exportations en biens et services (+14,1 %). Le bureau mauricien de la statistique estime à 4,2 % la croissance du PIB (en valeur courante) pour l'année 2010.

¹ Soit +0,8 % par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6 % par rapport au trimestre précédent.

³ Soit +2,4 % par rapport au trimestre précédent

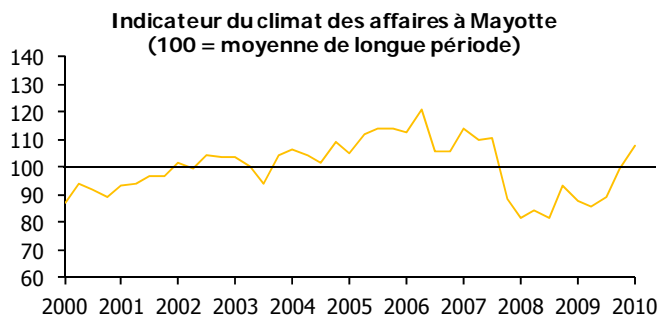
En **Afrique du Sud**, le PIB a augmenté de 2,6 % (à prix constant) au troisième trimestre 2010 par rapport au troisième trimestre 2009. L'activité minière, l'industrie manufacturière et le commerce sont les principaux secteurs contributeurs.

A **Madagascar**, la direction générale de l'économie estime à 0,6 % l'évolution du PIB pour 2010 (à prix constant), après une année 2009 en net recul (-3,7 %). Ce retour ténu de la croissance est favorisé par un secteur secondaire bien orienté (+2,1 %), notamment dans l'industrie minière et l'industrie agroalimentaire.

L'activité touristique aux **Seychelles** poursuit sa tendance favorable observée depuis le début de l'année 2010. Le nombre de touristes progresse de 10,5 % au quatrième trimestre 2010 en glissement annuel. En un an, l'archipel a accueilli 174 500 touristes (+11 % par rapport à 2009), soit la fréquentation touristique la plus élevée enregistrée pour la destination.

3. La conjoncture à Mayotte

La situation économique reste atone



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est amélioré au 4^{ème} trimestre 2010 (+8,4 points), confirmant la tendance haussière observée au cours des deux précédents trimestres ; il dépasse désormais sa moyenne de longue période. Ce résultat doit cependant être relativisé car il s'explique en partie par les opinions plus favorables sur les délais de paiement et les prix tandis que l'opinion sur l'évolution de l'activité reste négative⁴.

L'évolution mitigée de la consommation des ménages et la dégradation des indicateurs de l'investissement des entreprises confirment l'atonie de l'économie de l'île.

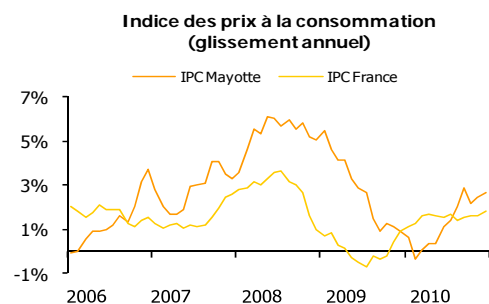
A l'exception de l'industrie (agro-alimentaire et autres), tous les secteurs prévoient une dégradation à court terme de leur activité. Toutefois, l'amélioration de la trésorerie, liée à une réduction des délais de paiement, laisse entrevoir, pour plusieurs secteurs, des perspectives d'investissement plus optimistes.

La programmation de nouveaux chantiers publics et privés ainsi que l'ouverture récente d'appels à projets dans le secteur hôtelier pourraient conforter ces prévisions pour les secteurs du BTP et du tourisme notamment.

Les prix sont toujours tirés à la hausse par les tarifs du secteur alimentaire

L'indice des prix à la consommation affiche une progression modérée de 0,5 % au 4^{ème} trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. La hausse des produits alimentaires et boissons (+1,8 %) et des tarifs des services aux ménages (+1,5 %) a été partiellement compensée par le recul de 1,1 % des produits manufacturés.

Depuis juillet 2010, la hausse des prix à Mayotte est à nouveau plus marquée qu'en métropole (+2,7 % en glissement annuel contre +1,8 % au 31 décembre 2010). L'année 2010 aura été marquée par la progression presque ininterrompue du niveau des prix, essentiellement ceux du tabac et de l'énergie (+9,8 % et +9,1 % entre décembre 2009 et décembre 2010) et ceux des produits alimentaires et boissons (+6,0 %, en raison de l'envolée des prix des produits frais : +25,8 %).



Source : INSEE
Base 100 : année 2006

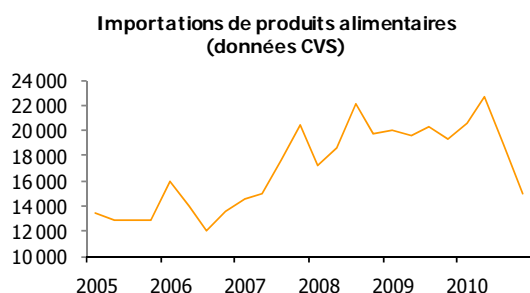
⁴ De plus, les résultats de l'enquête, donc le calcul de l'ICA, pourraient être biaisés ce trimestre par l'augmentation sensible de la taille de l'échantillon.

Détérioration sur le marché de l'emploi

Dans un contexte économique dégradé, le marché de l'emploi n'est toujours pas favorable. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en hausse (+7,5 % sur un an au 30 septembre 2010). Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi ont reculé de 14 % par rapport au 3^{ème} trimestre et de 30 % sur 12 mois.

La consommation des ménages recule

Les indicateurs de la consommation des ménages se sont dégradés au dernier trimestre 2010. L'enquête de conjoncture réalisée auprès des chefs d'entreprises du secteur du commerce révèle un repli (bien que moindre qu'au trimestre précédent) de leur activité. Cette évolution est corroborée par un net recul, sur la période, des importations de produits et de biens destinés aux ménages.



Source: Direction Régionales des Douanes

Les importations de produits alimentaires, premier poste de consommation des ménages à Mayotte, reculent de 21 % (données CVS) par rapport au 3^{ème} trimestre. Les importations de biens d'équipement ménager et d'articles d'habillement décroissent plus fortement encore : respectivement de 35 % et 30 %.

Ces baisses importantes, liées au ralentissement de la consommation, pourraient avoir été amplifiées par les intempéries de la fin de l'année 2010 en métropole.

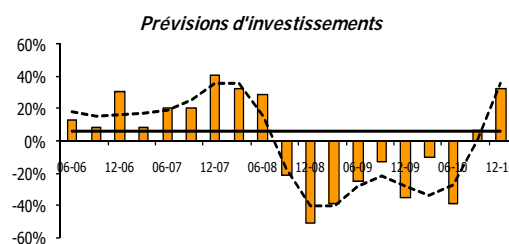
Le climat social demeure tendu à la veille de la départementalisation, les revendications syndicales portant notamment sur la révision des conventions collectives. Les perspectives pour le début 2011 sont très réservées.

L'investissement est en repli mais des prévisions plus optimistes se dessinent

Les importations de biens d'équipement professionnel sont en repli de 33 % (CVS) au 4^{ème} trimestre. Pour leur part, les ventes de véhicules utilitaires diminuent pour le troisième trimestre consécutif : en recul de 36 % au 4^{ème} trimestre, elles se situent à un niveau historiquement bas.

La situation financière des entreprises s'améliore : le nombre d'incidents de paiement sur effets diminue de 23 % au 4^{ème} trimestre, notamment grâce à la réduction sensible des montants de contestation de créances (-61,7 %).

Les résultats de l'enquête de conjoncture indiquent des perspectives favorables pour le prochain trimestre. L'amélioration des délais de paiement, grâce notamment à un effort des collectivités locales, a pu contribuer en partie à l'amélioration des prévisions d'investissements.



Source: Enquête de conjoncture IEDOM

Les importations diminuent toujours

Après avoir diminué de 4 % et de 5 % aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2010, les importations diminuent encore et de façon sensible. En écho avec la tendance constatée sur la consommation, elles reculent de 20 % (CVS) au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel par rapport au 4^{ème} trimestre 2009, elles fléchissent de 22,2 %.

Les exportations sont à la hausse (+22,1 % en CVS) mais restent marginales au regard du volume total des échanges.

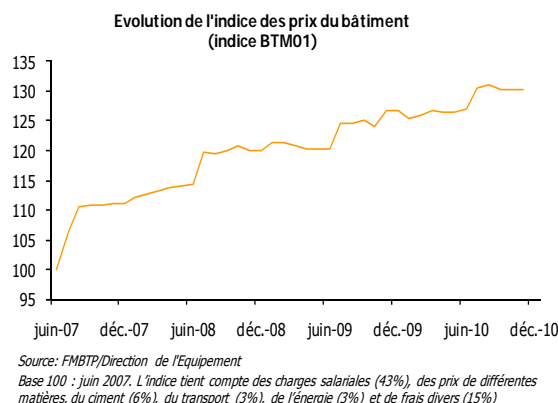
Une activité en berne dans la majorité des secteurs

Les résultats du **secteur agricole** sont mitigés. Les ventes de poissons d'élevage à l'exportation reculent de 15 % sur le trimestre et de 19 % sur l'année. Les exportations d'essence d'ylang ylang, pratiquement interrompues depuis fin 2009, ont repris au dernier trimestre et retrouvent leur niveau de fin 2007.

L'anticipation optimiste des chefs d'entreprises du secteur **industriel** sur leur activité s'est confirmée au 4^{ème} trimestre. Les prévisions d'investissement sont favorables et l'activité du secteur devrait se maintenir au cours des prochains mois.

En revanche, dans le secteur de l'**industrie agro-alimentaire**, les prévisions favorables des chefs d'entreprises ne se sont pas réalisées et le courant d'affaires s'est fortement dégradé. Le solde d'opinions concernant les charges s'est détérioré, corroborant la réduction des effectifs sur la période. Les chefs d'entreprises anticipent une reprise timide de l'activité.

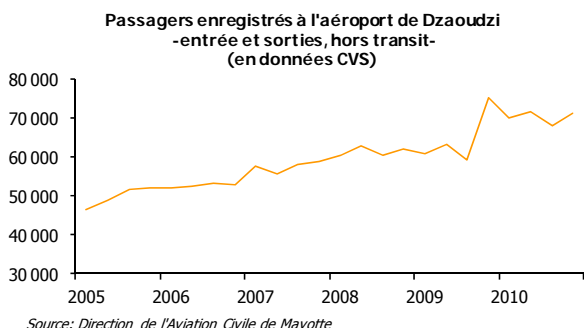
L'activité du secteur du **bâtiment et travaux publics** n'a globalement pas été jugée favorable au 4^{ème} trimestre. Cependant, un léger raccourcissement des délais de paiement sur le trimestre, grâce à l'effort des collectivités locales, a permis aux entreprises du secteur de renflouer leur trésorerie. Les prévisions d'investissements sont favorables. Pour autant, la très vive concurrence qui sévit sur le marché ainsi que les conditions difficiles de prévision ou d'exécution des projets de construction rendent les entreprises très vulnérables, en particulier les plus petites. Enfin, l'indice des prix du bâtiment⁵ est stable sur le trimestre.



L'habitat social progresse à Mayotte. Après une longue période marquée par l'absence de programmation, 58 logements locatifs ont été inaugurés au 4^{ème} trimestre 2010, 90 autres devant être livrés en 2011.

L'activité du secteur du **commerce** affiche une moindre dégradation mais reste en deçà de sa moyenne de longue période. La progression continue du SMIG et la hausse des cours mondiaux de matières premières pèsent toujours sur les chiffres d'affaires. Les entreprises du commerce font toutefois état d'une meilleure situation de trésorerie en fin d'année 2010 (partiellement en lien avec le réajustement de leur prix de vente) et de meilleurs délais de paiement.

Après une première moitié d'année favorable, l'activité des **services marchands** s'est dégradée pour le deuxième trimestre consécutif. L'ensemble des indicateurs est jugé défavorable et les entreprises du secteur sont pessimistes sur l'activité à venir.



Le nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi a progressé de 4,6 % au 4^{ème} trimestre, après une légère baisse de 6 % au précédent trimestre. Parallèlement, grâce à l'aménagement d'un nouveau ponton et aux actions des différents acteurs du tourisme pour promouvoir la destination de Mayotte auprès des croisiéristes, plusieurs bateaux de croisière ont (re)programmé une escale sur l'île aux parfums au cours du trimestre. La sécurité des passagers au large de l'île - des attaques de pirates ayant déjà eu lieu dans la zone - et la

qualité de l'accueil seront toutefois déterminantes pour la pérennité de ce type de **tourisme**. Enfin, la capacité hôtelière progresse, avec l'ouverture récente d'un hôtel de standing proposant plus de 140 lits en plein centre de Mamoudzou.

Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans :

- ❖ Un plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit.

Ce plan a été mis en place avec l'accord de la Commission européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.

- ❖ Un plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME,
 - la mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts,
 - la création d'un fonds stratégique d'investissement,
 - l'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

*

La mission de médiation du crédit s'intègre au plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi ;
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr> ;
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets ;
- ❖ Un correspondant local (directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif ;
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus ;
- ❖ Rendre compte.

2. ANNEXES STATISTIQUES

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).

- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives disponibles ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

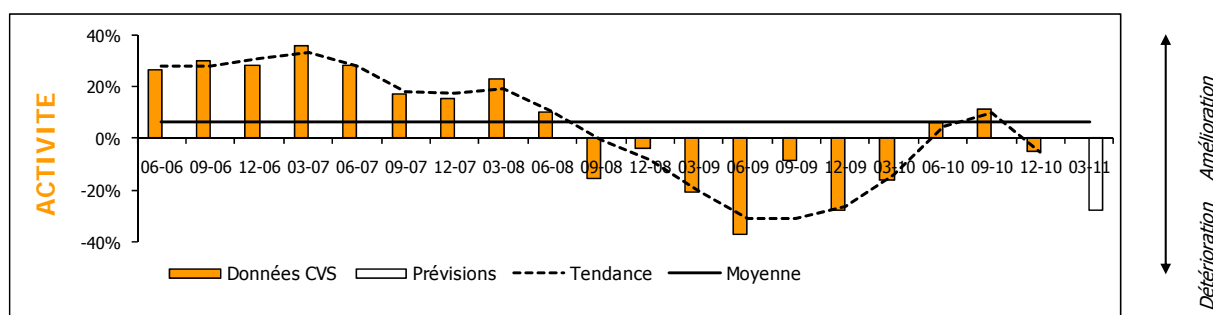
Interprétation des soldes d'opinions

Un solde d'opinions, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

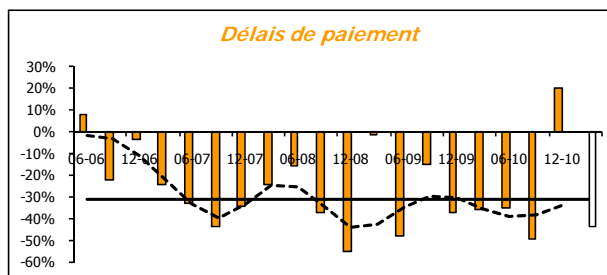
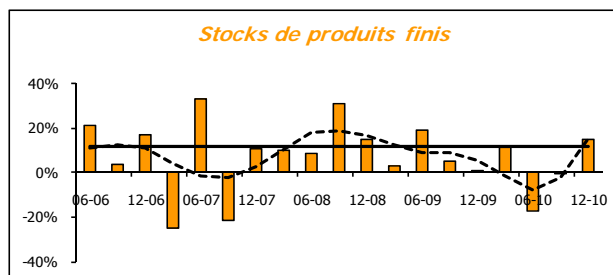
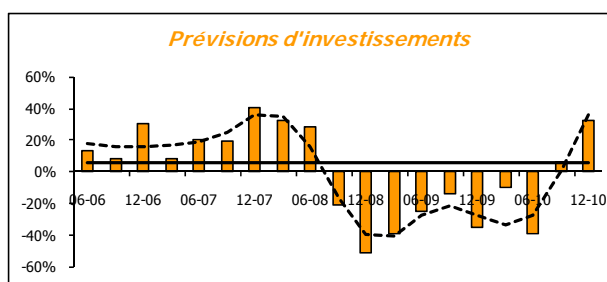
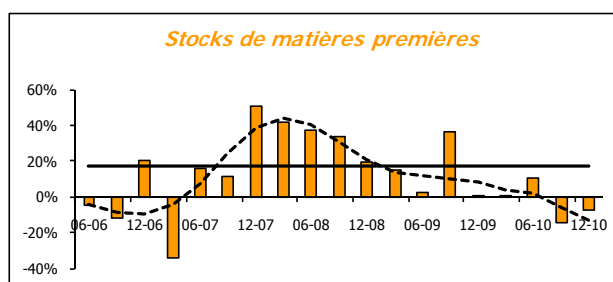
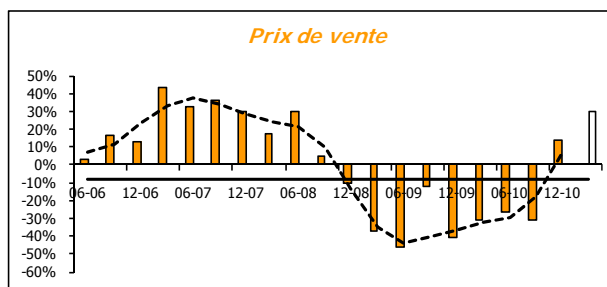
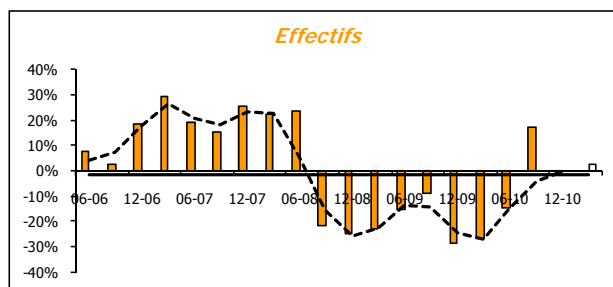
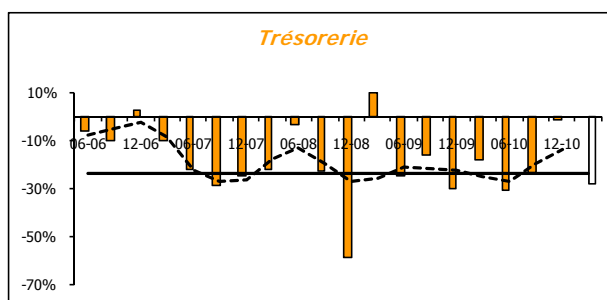
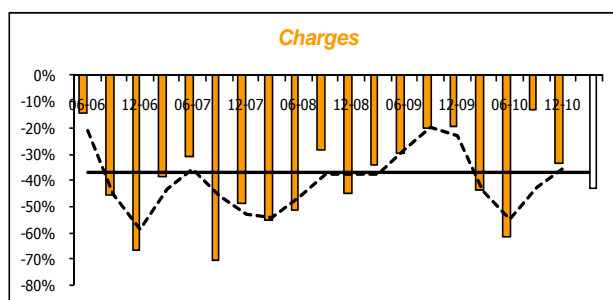
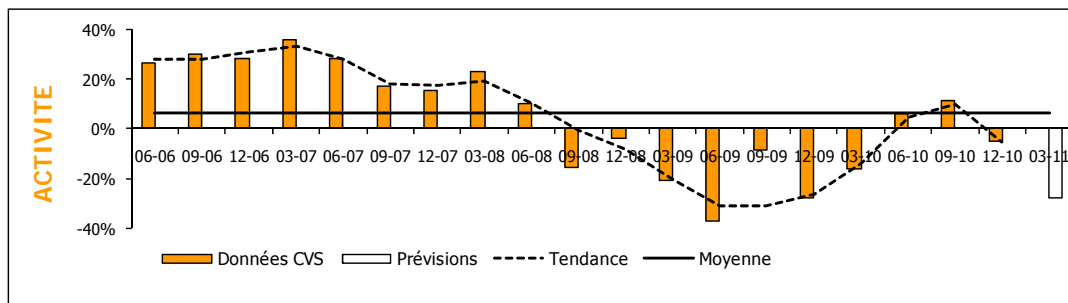
Exemple :



2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

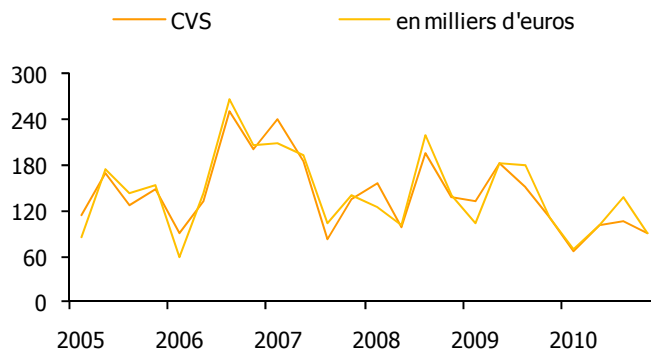
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2010⁶



⁶ L'enquête d'opinion a permis de recueillir le ressenti de 71 entreprises, employant au total 3 791 salariés. Les graphiques de réalisation retranscrivent les soldes d'opinions (Corrigés de Variations Saisonnières) relatifs au trimestre écoulé (4^{ème} trimestre 2010) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

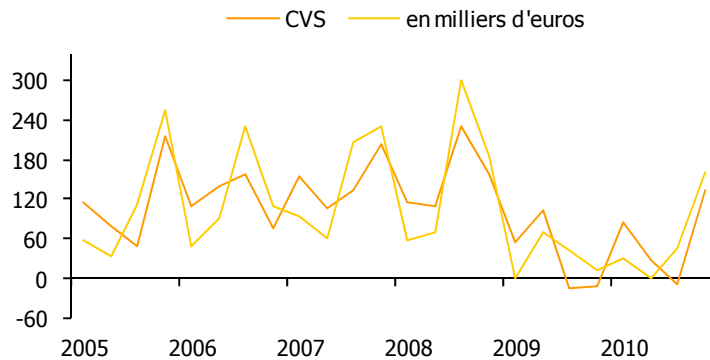
AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de poissons d'élevage



Source: Direction régionales des Douanes

Exportations d'essence d'ylang-ylang



Source : Direction régionale des Douanes

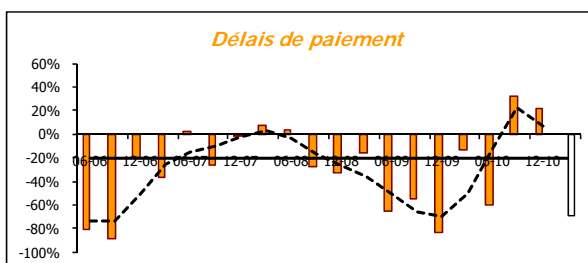
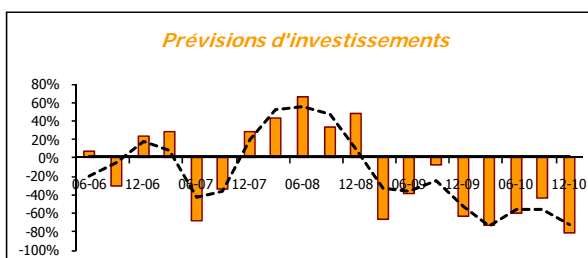
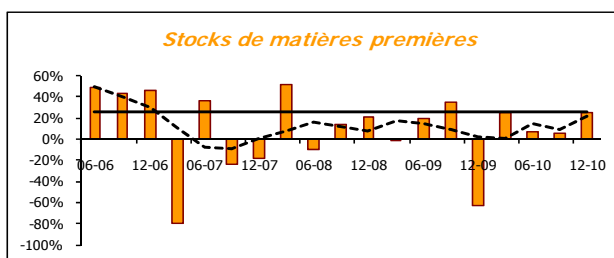
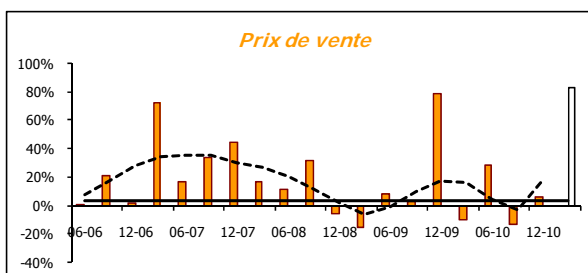
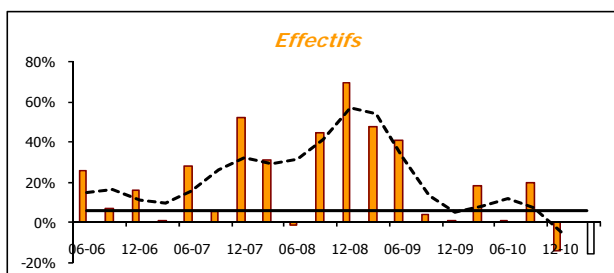
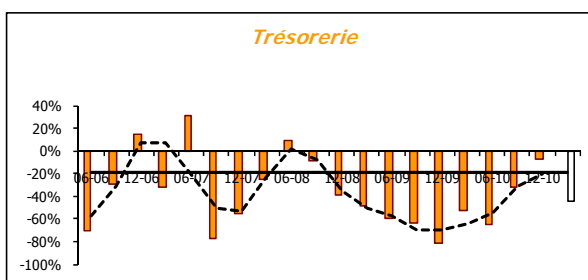
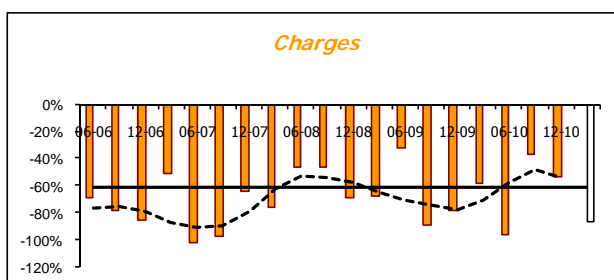
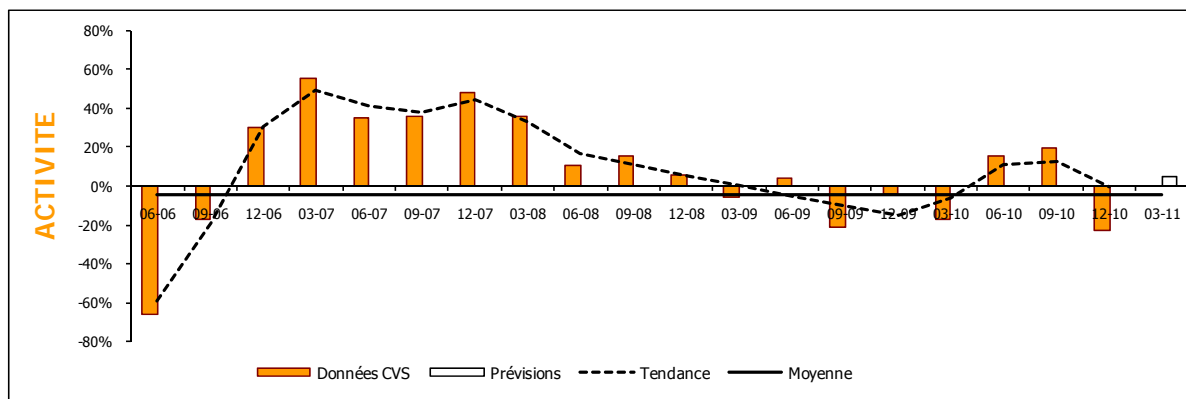
Exportations agricoles

Essence d'ylang-ylang	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09	Σ10/Σ09
Quantité (tonnes)	4,4	1,7	2,9	1,9	0,2	0,5	0,0	0,7	2,9	n.d	n.d	n.d
Valeur (milliers d'euros)	255,4	109,3	231,0	183,7	12,8	31,2	0,0	44,7	160,1	n.d	n.d	n.d
CVS	214,7	76,0	203,4	159,0	-13,2	84,6	28,6	-9,9	133,6	n.d	n.d	-
Produits aquacoles	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/3T09	Σ10/Σ09
Quantité (tonnes)	33,3	36,4	39,4	21,5	17,2	11,0	15,0	19,6	13,9	-29%	-19%	-36%
Valeur (milliers d'euros)	152,5	206,6	140,1	139,8	111,5	70,6	100,9	136,6	89,8	-34%	-20%	-34%
CVS	148,9	201,0	136,3	137,5	111,6	66,0	101,5	106,2	90,6	-15%	-19%	-

Source : Direction régionale des Douanes

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

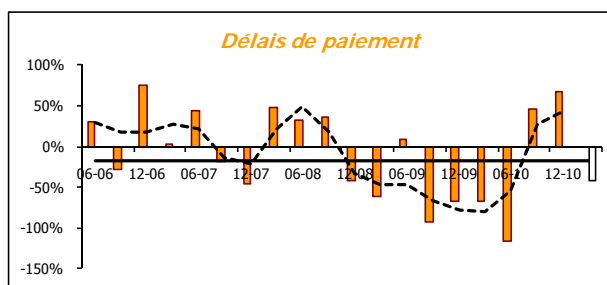
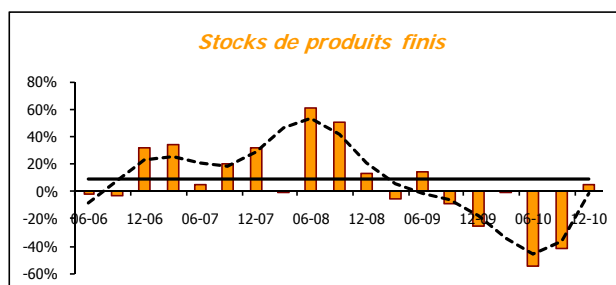
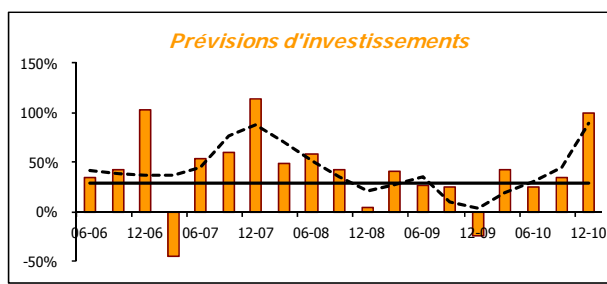
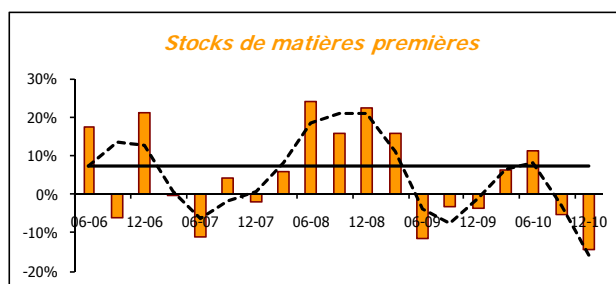
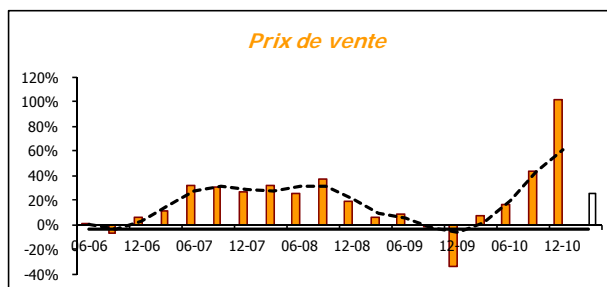
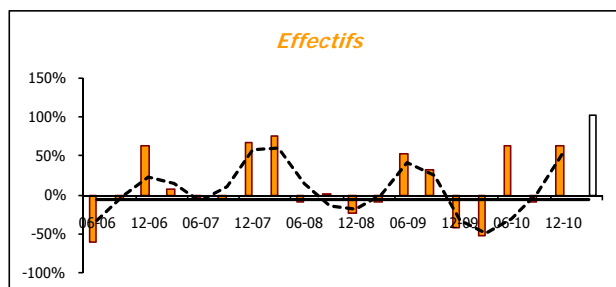
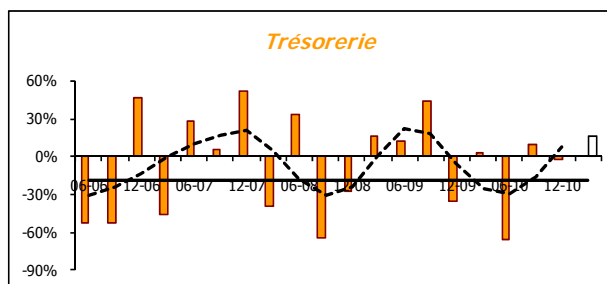
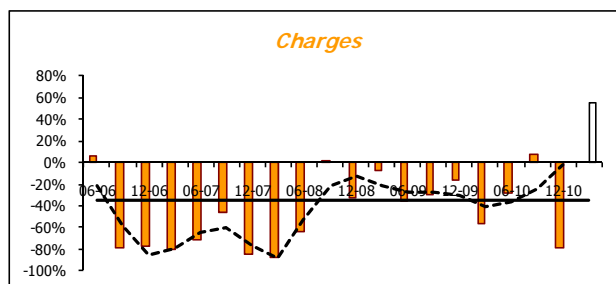
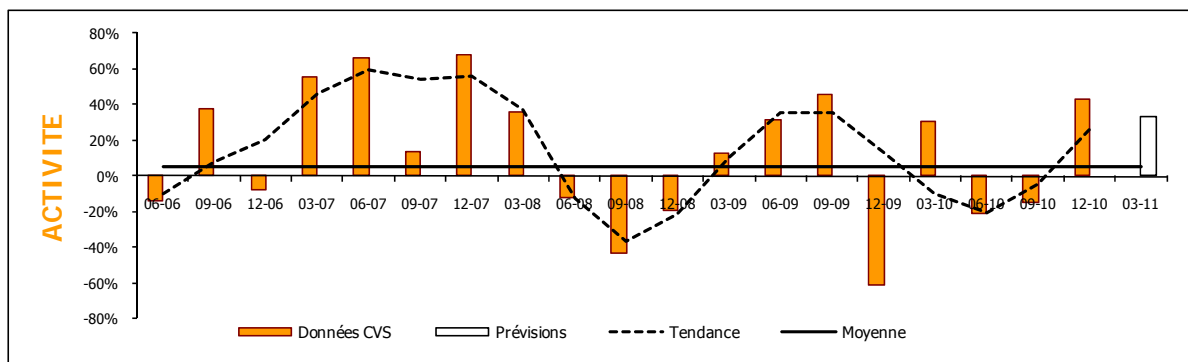
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2010⁷



⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 8 entreprises de l'industrie agroalimentaire (222 salariés).

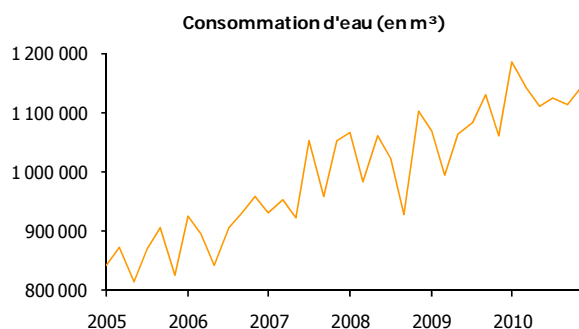
AUTRES INDUSTRIES

Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2010⁸

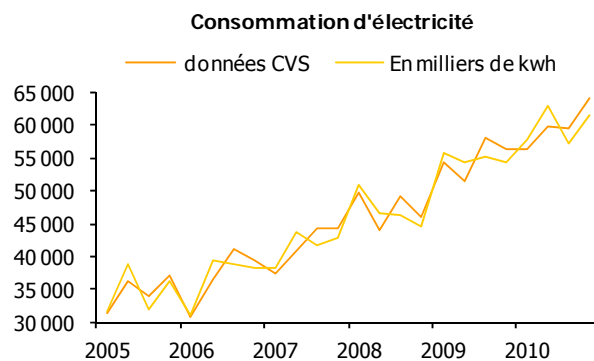


⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 7 entreprises du secteur de l'industrie (280 salariés).

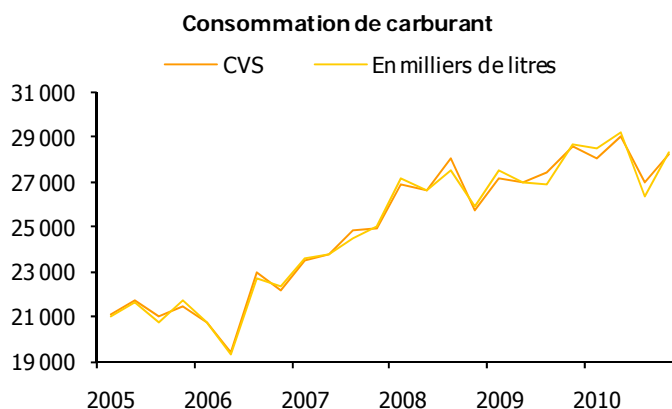
La consommation énergétique



Source: Sogea



Source: Electricité de Mayotte



Source: Total Mayotte

Evolution de la consommation d'eau

EAU	4B05	4B06	4B07	4B08	4B09	5B09	6B09	1B09	2B10	3B10	4B10	4B10/3B10	4B10/4B09
Nombre d'abonnés	27 750	29 002	30 495	34 128	34 826	34 508	34 593	34 692	34 752	34 786	34 781	0,0%	-0,1%
Consommation d'eau (en m³)	868 419	904 303	1 052 293	1 021 832	1 081 820	1 128 467	1 060 906	1 185 807	1 140 356	1 109 369	1 123 947	1,3%	3,9%
Consommation moyenne (m³/abonné)	868,4	904,3	1 052,3	1 021,8	1 081,8	1 128,5	1 060,9	1 185,8	1 140,4	1 109,4	1 123,9	1,3%	3,9%

*données bimestrielles. Source: SOGEA

Evolution de la consommation d'électricité

ÉLECTRICITÉ	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Nombre d'abonnés	29 946	30 878	32 232	33 567	35 324	35 798	36 123	36 748	37 043	0,8%	4,9%
Consommation (milliers de kWh)	36 392	38 420	42 950	44 473	54 390	57 840	62 827	57 222	61 497	7,5%	13,1%
Consommation (CVS)	37 268	39 416	44 204	45 932	56 394	56 459	59 918	59 421	63 992	7,7%	13,5%

Source: Electricité de Mayotte

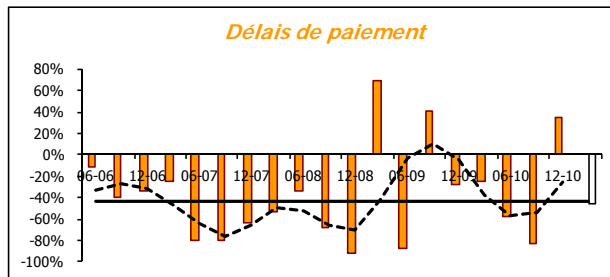
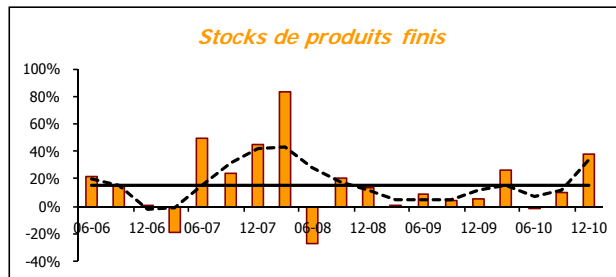
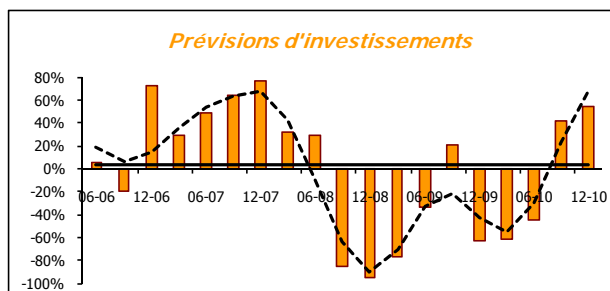
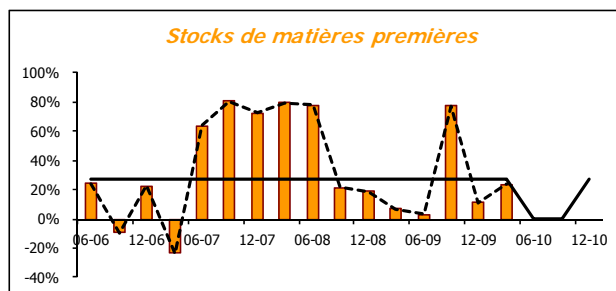
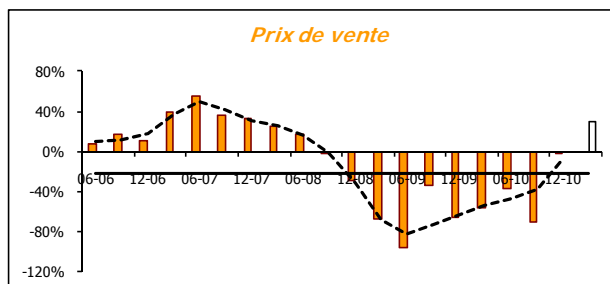
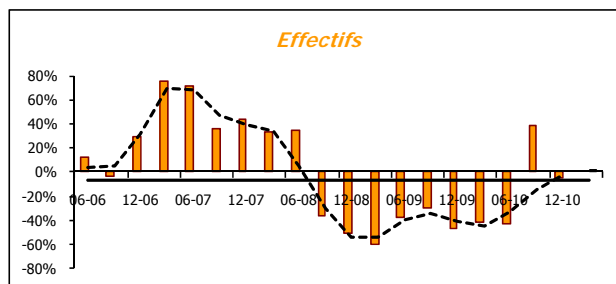
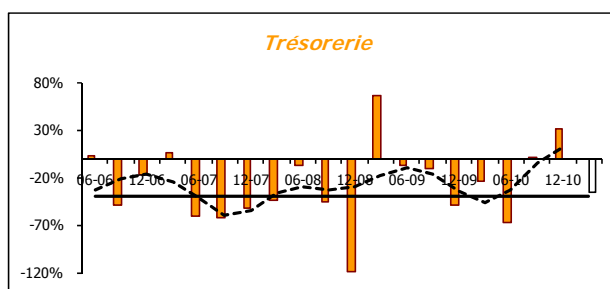
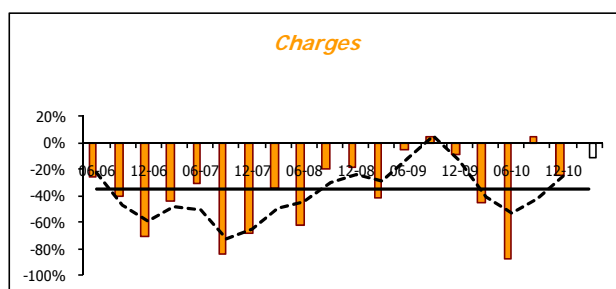
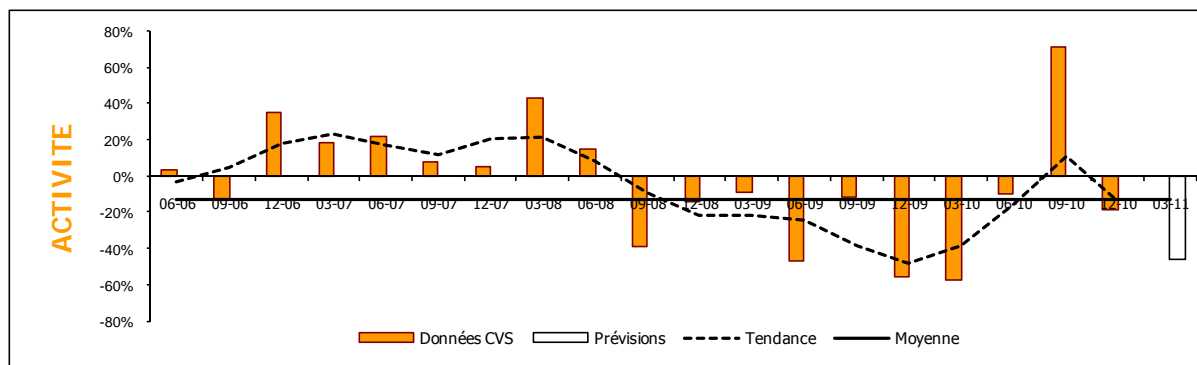
Evolution de la consommation de carburant

CARBURANT	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
En milliers de litres	21 709	22 375	25 022	25 857	28 632	28 493	29 157	26 356	28 328	7,5%	-1,1%
CVS	21 419	22 135	24 884	25 706	28 528	28 053	29 046	27 004	28 231	4,5%	-1,0%

Source: Total Mayotte

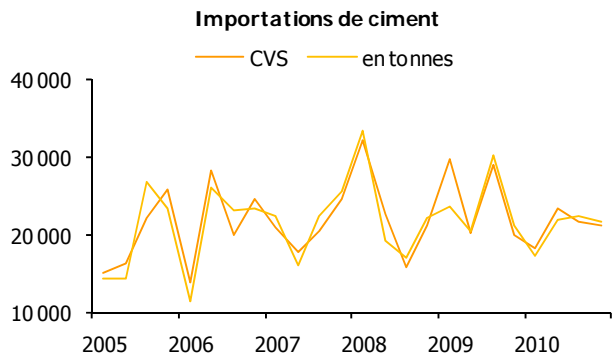
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2010⁹

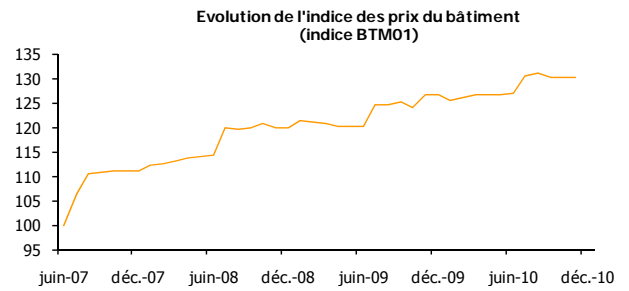


⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises du BTP (1 090 salariés).

Suivi de la conjoncture économique à Mayotte



Source: Direction Régionale des Douanes



Source: FMBTP/Direction de l'Équipement

Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43%), des prix de différentes matières, du ciment (6%), du transport (3%), de l'énergie (3%) et de frais divers (15%)

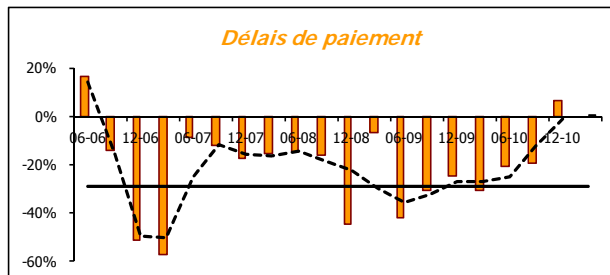
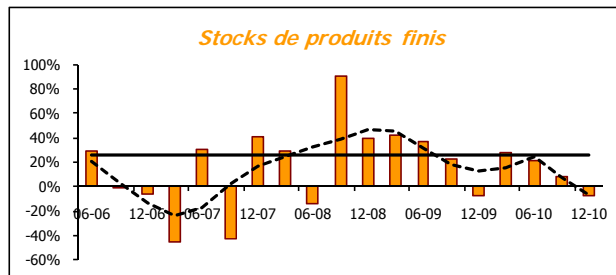
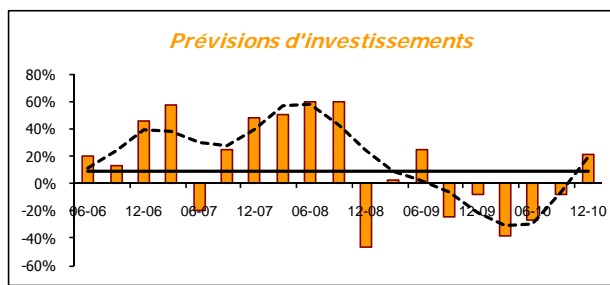
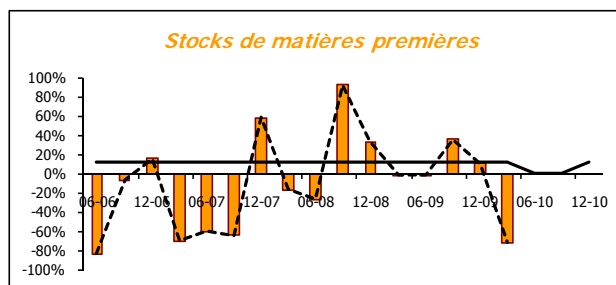
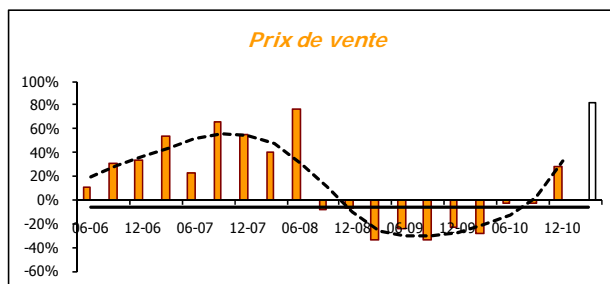
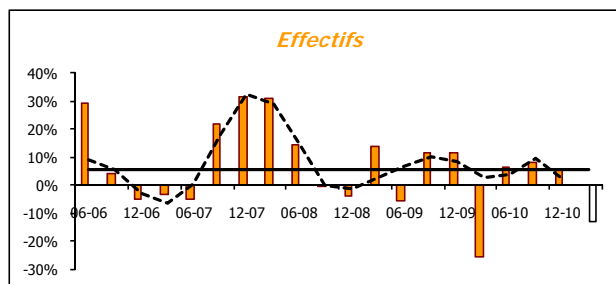
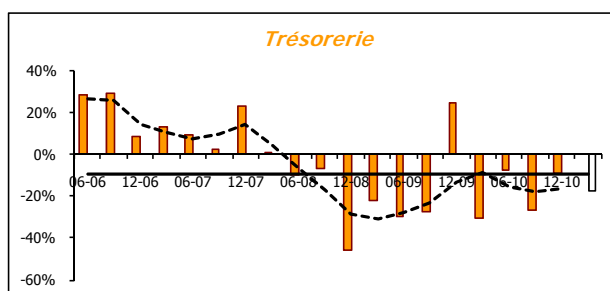
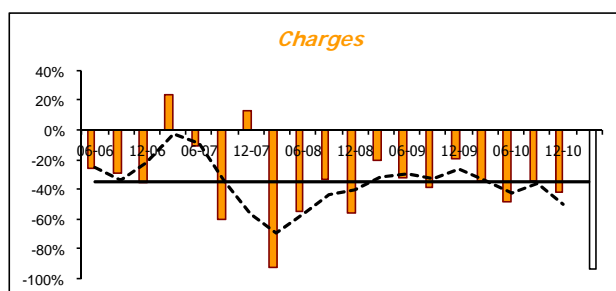
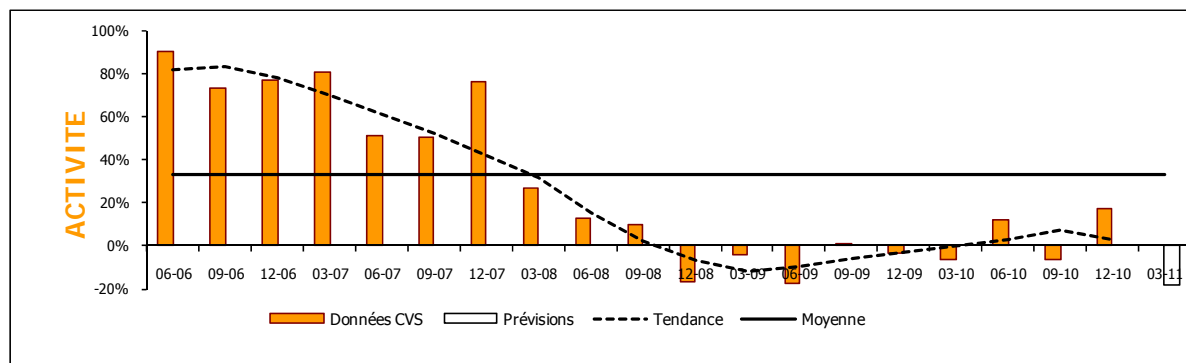
Importations de ciment

	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
En milliers d'euros	1 986	2 393	2 293	2 597	1 805	1 567	2 052	2 115	2 351	11%	30%	8 085	-10%
En tonnes	23 320	23 493	25 624	22 202	21 338	17 331	22 071	22 484	21 742	-3%	2%	83 628	-13%
CVS	25 938	24 720	24 733	21 205	20 037	18 222	23 366	21 624	21 128	-2%	5%	-	-

Source : Direction régionale des Douanes

COMMERCE

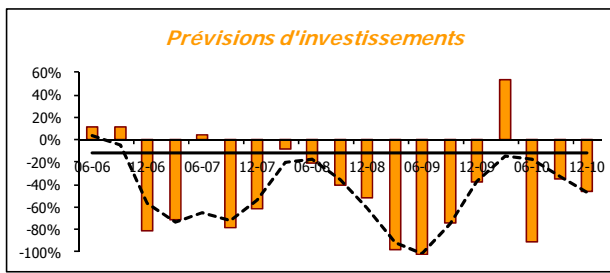
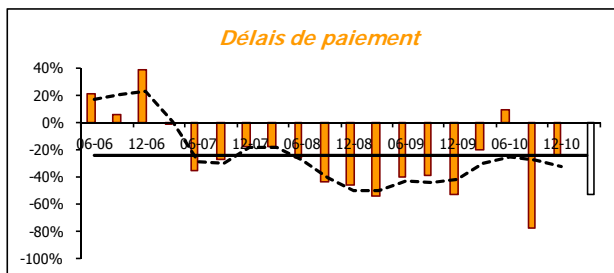
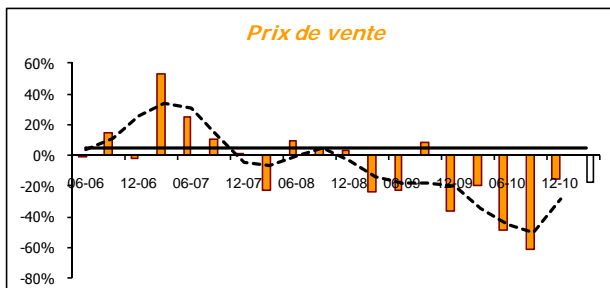
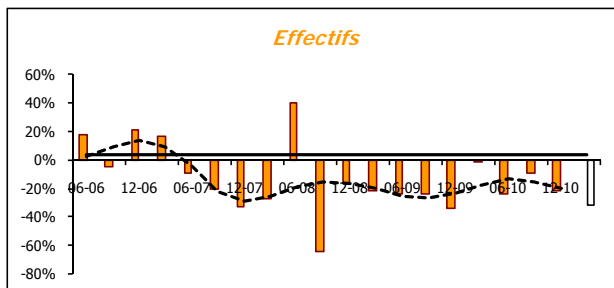
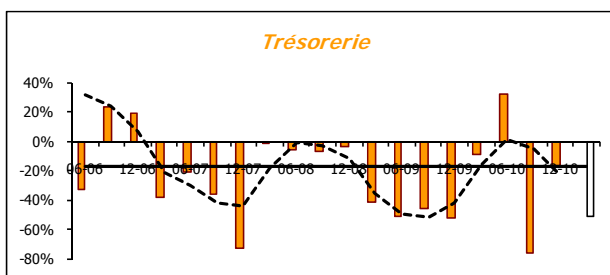
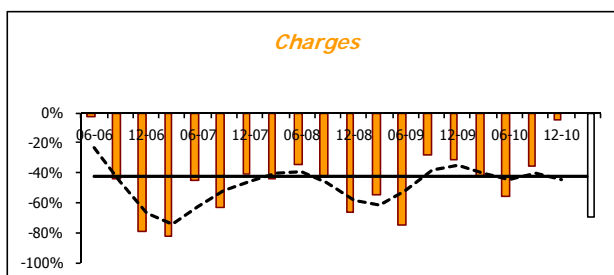
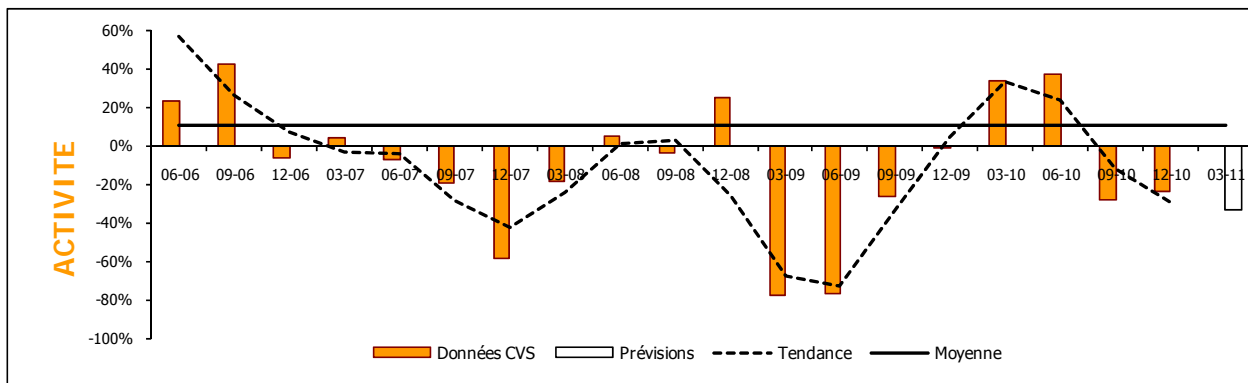
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2010¹⁰



¹⁰ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 22 chefs d'entreprises du commerce (1 235 salariés).

SERVICES MARCHANDS

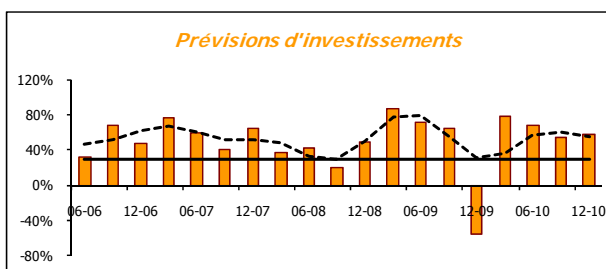
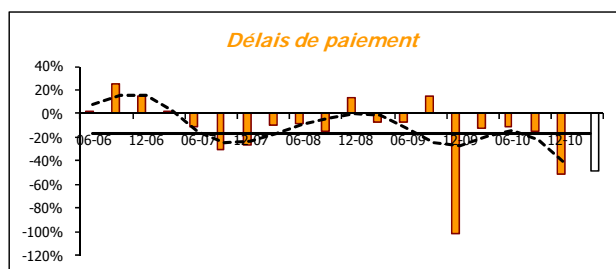
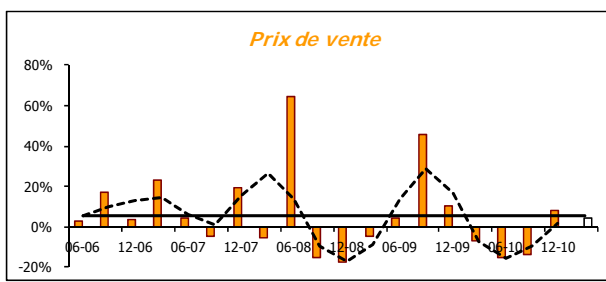
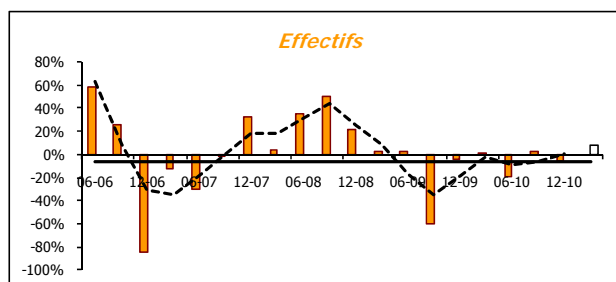
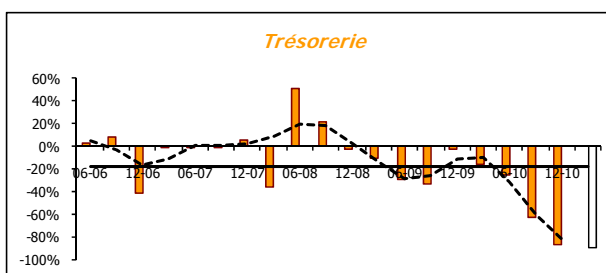
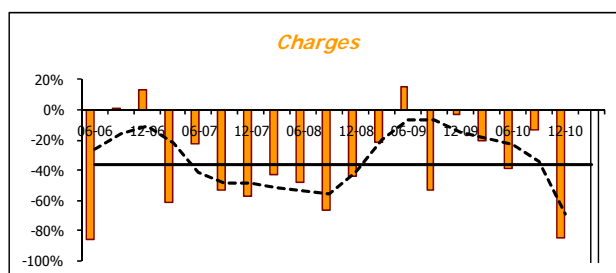
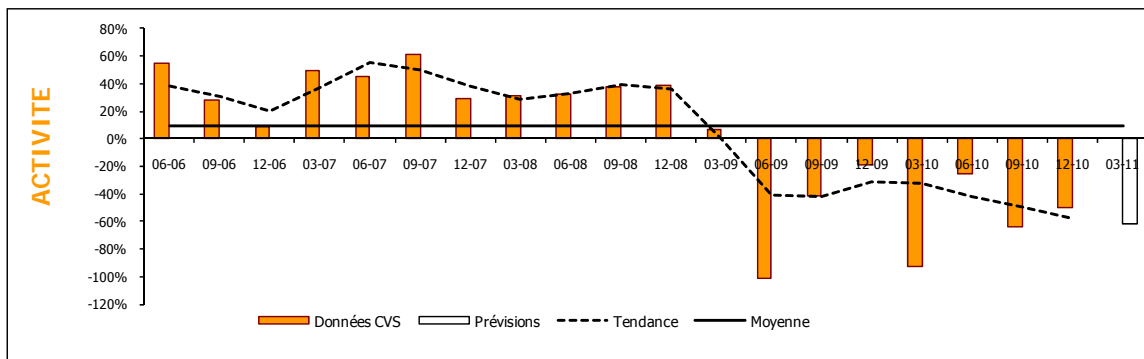
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2010¹¹



¹¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 19 dirigeants d'entreprises de services (909 salariés).

HÔTELLERIE - TOURISME

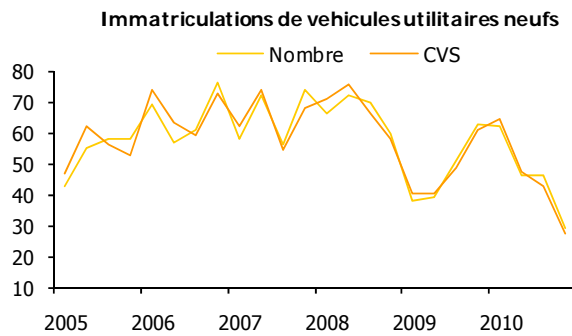
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2010¹²



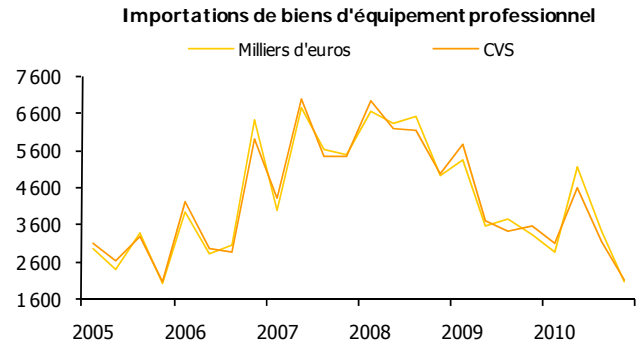
¹² L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 5 professionnels du tourisme et de l'hôtellerie (55 salariés).

3. Les entreprises

3.1 L'investissement des entreprises



Source: Sorefi



Source: Direction Régionale des Douanes

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs

	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Nombre	58	76	74	60	63	62	46	46	29	-37,0%	-54,0%
CVS	53	72	68	58	61	65	47	43	27	-36,2%	-54,8%

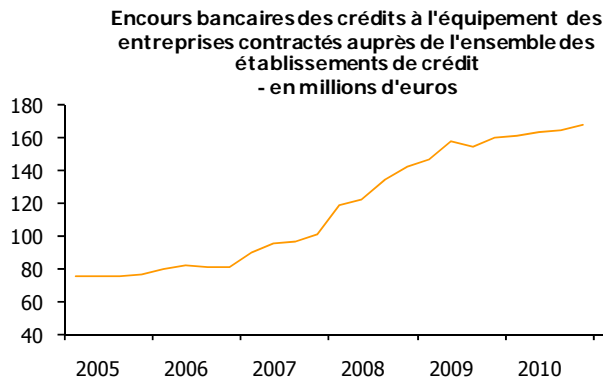
Source: Sorefi

Importations de biens d'équipement professionnel

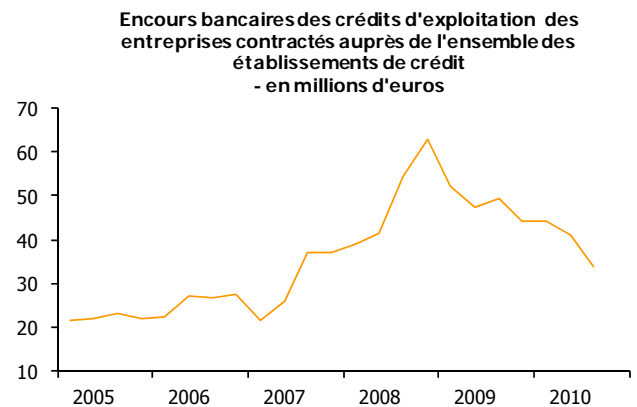
	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
En milliers d'euros	2 029	6 397	5 478	4 916	3 316	2 882	5 160	3 423	2 090	-38,9%	-37,0%
CVS	2 085	5 925	5 456	4 947	3 549	3 117	4 586	3 158	2 113	-33,1%	-40,5%

Source: Direction régionale des Douanes

3.2 Le financement des entreprises



Source: IEDOM Mayotte



Source: IEDOM Mayotte

Encours bancaires des crédits à l'équipement des entreprises contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement)

en millions d'euros	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	sept 10/juin 10	sept 10/sept 09
crédits à l'équipement	77,1	80,9	101,0	142,1	160,0	161,7	163,1	164,0	168,3	2,6%	5,2%

Source: IEDOM Mayotte

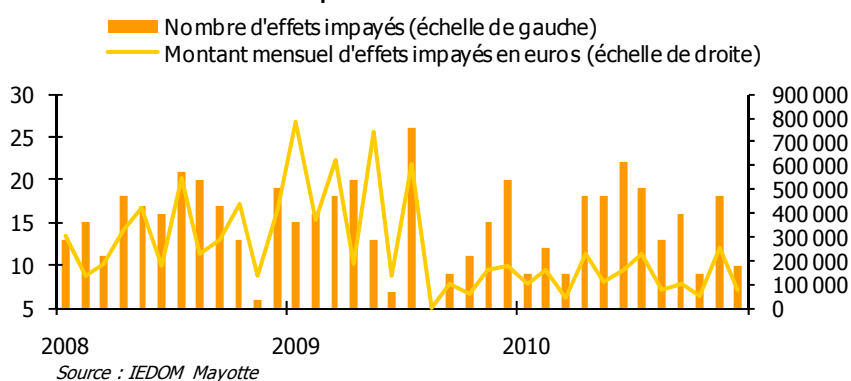
Encours bancaires des crédits à d'exploitation des entreprises contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement)

en millions d'euros	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	sept 10/juin 10	sept 10/sept 09
crédits d'exploitation	23,2	26,6	37,1	54,8	49,4	44,1	44,2	41,0	33,8	-17,5%	-31,5%

Source: IEDOM Mayotte

3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

Incidents de paiement sur effets

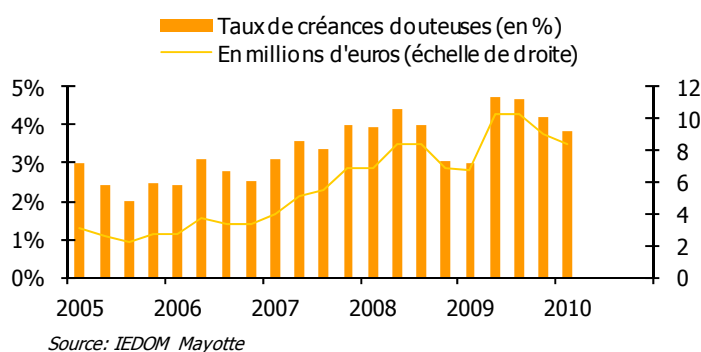


Incidents de paiement sur effets

	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Montant, en milliers d'euros	637,8	447,1	981,0	405,1	298,1	499,7	411,4	374,7	-8,9%	-7,5%
dont contestations de créances	53,8	73,5	64,7	20,0	50,8	36,0	138,3	53,0	-61,7%	164,7%
dont incapacités de paiement	584,0	373,6	916,3	385,1	247,3	465,0	286,1	321,7	12,4%	-16,5%
Nombre	35	42	38	46	30	58	48	37	-22,9%	-19,6%

Source: IEDOM Mayotte

Créances douteuses nettes des entreprises auprès des établissements de crédit locaux (ratio créances douteuses/ total des crédits)

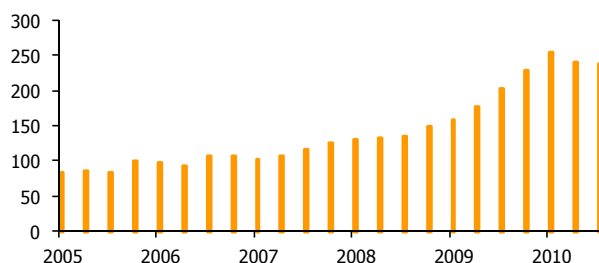


Créances douteuses nettes des entreprises, contractées auprès des établissements de crédit installés localement

	mars-05	mars-06	juil.-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/dec-09	mars-10/mars-09
en millions d'euros	3,1	2,8	4,0	6,0	6,8	10,3	10,3	9,1	8,4	-7,0%	24,1%
Taux de créances douteuses	3,0%	2,4%	3,1%	3,9%	3,0%	4,7%	4,7%	4,2%	3,9%	-0,3 pt	-0,9 pt

Source: IEDOM Mayotte

Personnes morales en interdiction bancaire



Personnes morales en interdiction bancaire

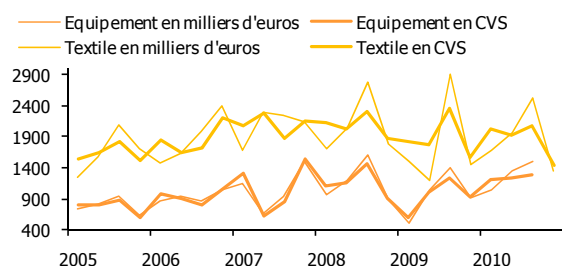
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	dec-10/sept-10	dec-10/dec-09
Personnes morales	84	106	117	134	203	228	253	239	238	-0,4%	17,2%

Source: Banque de France, Fichier Central des Chèques

4. Les ménages

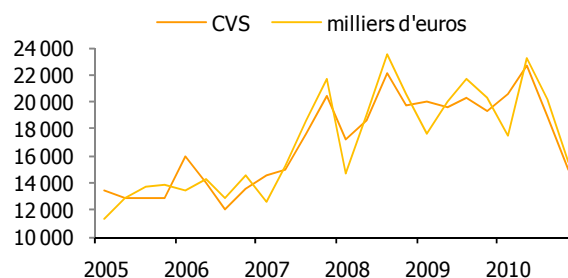
4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager et de produits textiles



Source: Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires



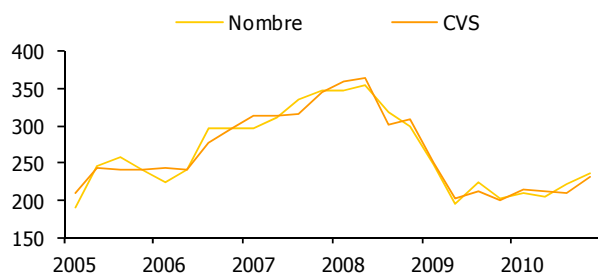
Source: Direction Régionales des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages

(en milliers d'euros)	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Produits alimentaires	13 923	14 503	21 690	20 592	20 291	17 569	23 221	20 112	15 587	-22,5%	-23,2%
CVS	12 885	13 621	20 489	19 678	19 308	20 610	22 740	18 840	14 958	-20,6%	-22,5%
Vêtements et produits textiles	1 696	2 390	2 137	1 782	1 464	1 673	1 958	2 531	1 344	-46,9%	-8,2%
CVS	1 518	2 196	2 152	1 868	1 559	2 022	1 914	2 067	1 447	-30,0%	-7,2%
Biens d'équipement ménager	630	1 042	1 505	887	914	1 046	1 359	1 502	744	-50,4%	-18,6%
CVS	620	1 127	1 684	979	1 036	1 233	1 211	1 214	785	-35,3%	-24,2%

Source: Direction régionale des Douanes

Immatriculations de véhicules neufs de tourisme



Source: Sorefi

Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit en millions d'euros



Source: IEDOM Mayotte

Immatriculation de véhicules de tourisme neufs

	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Nombre	241	297	348	300	203	211	204	221	236	6,8%	16,3%
CVS	241	297	344	308	199	215	213	210	232	10,0%	16,2%

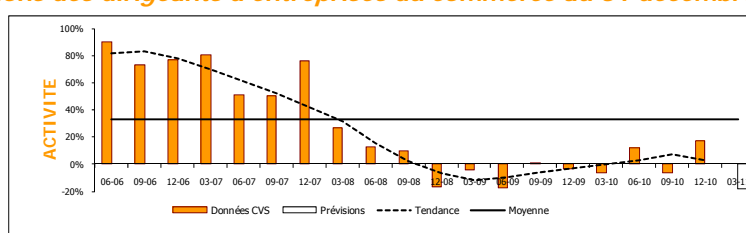
Source: Sorefi

Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement)

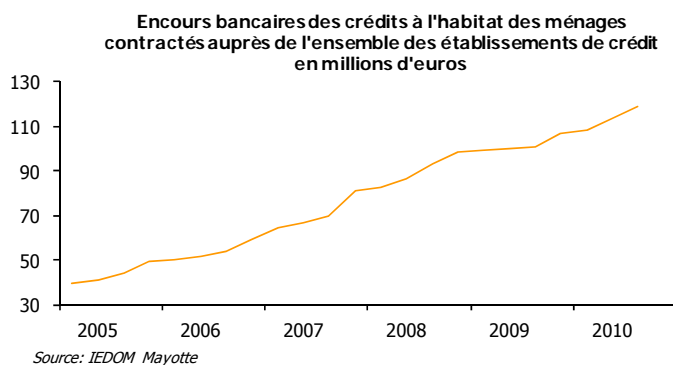
En millions d'euros	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	sept-10/juin-10	sept-10/sept-09
Crédits à la consommation	64,4	71,2	90,7	111,4	117,7	117,6	116,2	111,8	114,3	2,2%	-2,9%

Source: IEDOM Mayotte

Opinions des dirigeants d'entreprises du commerce au 31 décembre 2010



4.2 L'investissement immobilier des ménages

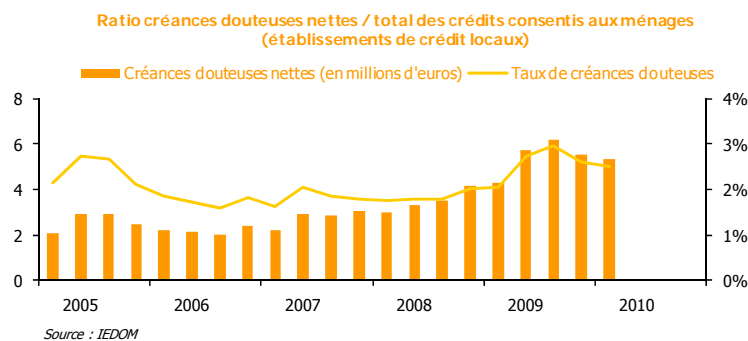


**Encours bancaires des crédits à l'habitat des ménages contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit
(installés ou non localement)**

En millions d'euros	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	sept-10/juin-10	sept-10/sept-09
Crédits à l'habitat	44,2	53,9	69,8	93,2	100,8	107,1	108,2	114,0	119,2	4,5%	18,2%

Source : IEDOM Mayotte

4.3 La vulnérabilité financière des ménages

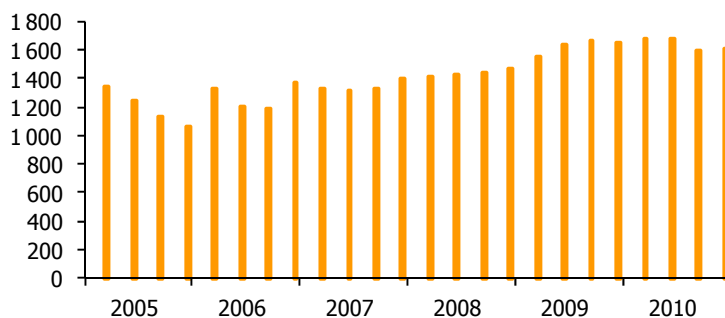


Créances douteuses nettes (établissements de crédit locaux)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
En millions d'euros	2,1	2,2	2,7	3,3	4,3	5,7	6,2	5,5	5,4	-2,5%	26,8%
Taux de créances douteuses	2,1%	1,8%	1,9%	1,8%	2,1%	2,8%	2,9%	2,6%	2,5%	-0,1 pt	0,4 pt

Source : IEDOM Mayotte

Personnes physiques en interdiction bancaire



Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

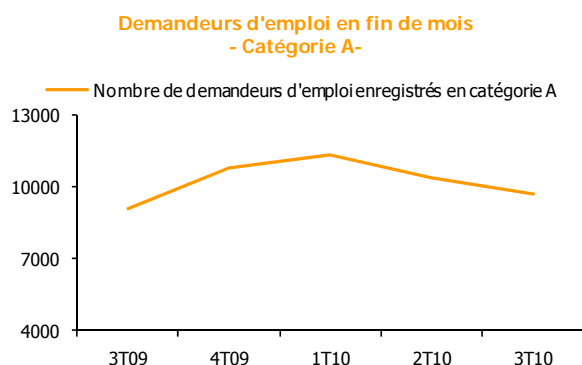
Personnes physiques en interdiction bancaire

	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	dec-10/sept-10	dec-10/dec-09
Personnes physiques	1 064	1 368	1 401	1 473	1 657	1 674	1 680	1 588	1 605	1,1%	-3,1%

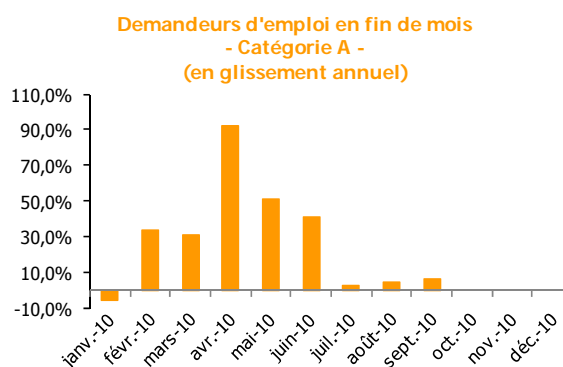
Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

5.1 Le marché de l'emploi



Source: Pôle Emploi Mayotte

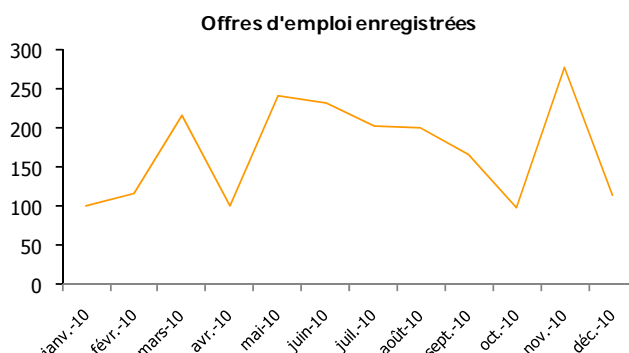


Source: Pôle Emploi Mayotte

Evolution des demandeurs d'emploi en fin de mois

	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	9102	10780	11299	10401	9714	- 6,6%	+ 6,7%
Total DEFM	10627	12585	13433	12848	11429	- 11,0%	+ 7,5%

Source: Pôle Emploi Mayotte



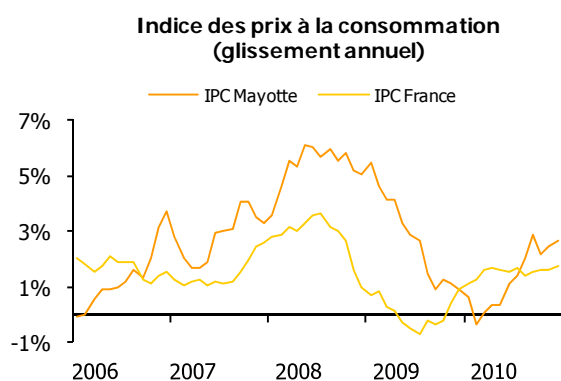
Source: Pôle Emploi Mayotte

Offres d'emploi enregistrées

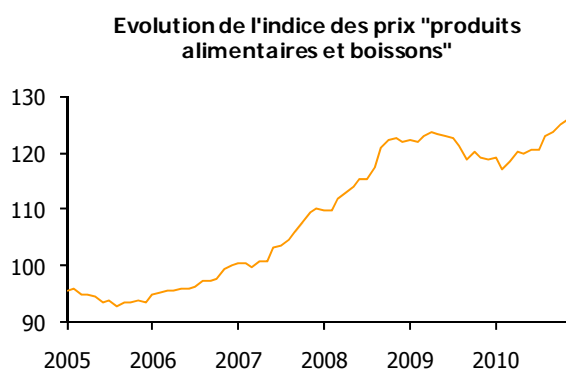
	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Offres d'emploi enregistrées	n.d	n.d	434	576	570	492	- 13,7%	n.d

Source: Pôle Emploi Mayotte

5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus



Source: INSEE
Base 100: année 2006



Source: INSEE
Base 100 : décembre 2006

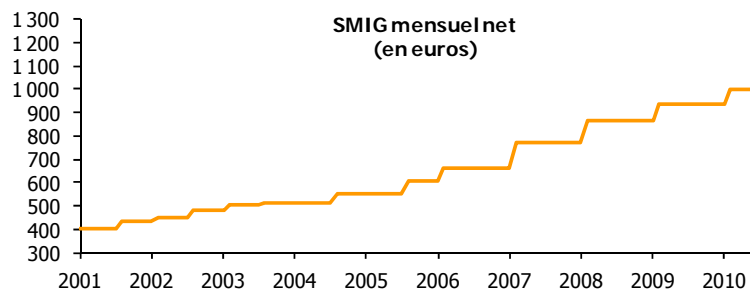
Suivi de la conjoncture économique à Mayotte

Évolution de l'indice des prix à Mayotte

PRIX	Pondération*	déc-06	déc-07*	déc-08*	déc-09*	mars.-10*	juin-10*	sept-10*	dec.-10*	dec.-10/ sept.-10	dec-10/ dec-09
IPC (base 100 : décembre 2006)	10 000	100,0	103,3	108,5	109,5	108,8	110,4	111,8	112,4	0,5%	2,6%
Produits alimentaires et boissons	2 712	100,0	110,0	122,0	118,9	118,5	120,5	123,8	126,0	1,8%	6,0%
Produits manufacturés	3 177	100,0	99,2	101,0	102,0	100,5	101,2	101,7	100,6	-1,1%	-1,4%
Services aux ménages	3 342	100,0	102,6	107,2	112,3	111,2	111,7	113,1	114,8	1,5%	2,2%

Source : INSEE Mayotte

* Depuis janvier 2007, l'INSEE-Mayotte utilise une nouvelle pondération des postes ainsi qu'un changement de base (base 100 : décembre 2006 au lieu de 1996). La nomenclature des postes a également été modifiée.



Source : DTEFP

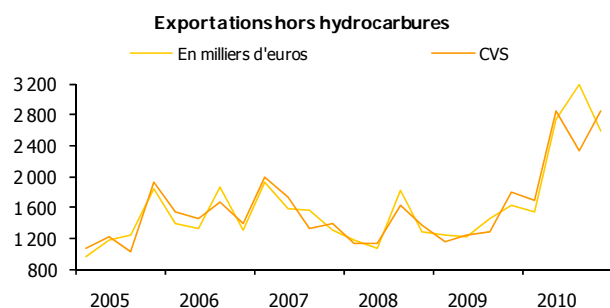
Sur la base de 169 heures travaillées par mois. Les cotisations salariales s'élèvent à 6,4 % du salaire brut

Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

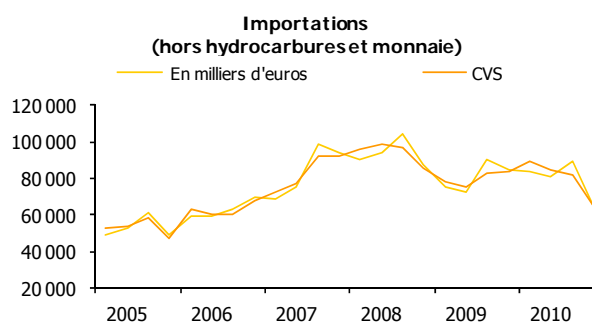
SALAIRES (€)	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10
SMIG horaire brut	3,48	4,18	4,89	5,49	5,93	5,93	5,93	6,33	6,33	6,7%
SMIG mensuel brut	588,12	706,42	826,41	927,81	1002,17	1002,17	1002,17	1069,77	1069,77	6,7%
SMIG mensuel net	552,83	660,50	772,69	867,50	937,03	937,03	937,03	1000,23	1000,23	6,7%

Source : DTEFP

5.3 Commerce extérieur



Source : Direction Régionale des Douanes



Source : Direction Régionale des Douanes

*hors importations exceptionnelles de matériel de transport

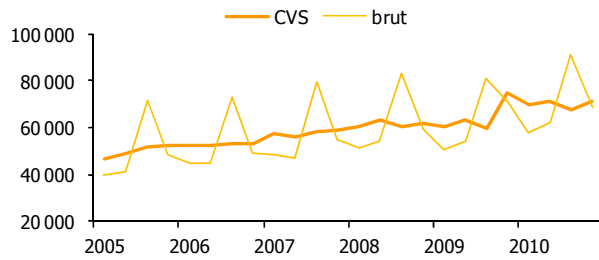
Échanges commerciaux en valeur- hors hydrocarbures et monnaie

En milliers d'euros	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Exportations	1 841	1 306	1 300	1 275	1 621	1 542	2 742	3 198	2 581	-19,3%	59,2%
CVS	1 932	1 398	1 383	1 362	1 798	1 690	2 840	2 323	2 837	22,1%	57,8%
Importations	49 086	69 368	93 538	87 078	84 467	83 198	81 062	89 135	65 204	-26,8%	-22,8%
CVS	47 536	68 054	91 657	85 958	83 801	88 959	84 846	81 382	65 191	-19,9%	-22,2%
Taux de couverture	3,8%	1,9%	1,4%	1,5%	1,9%	1,9%	3,4%	3,6%	4,0%	+0,4 point	+2,1 point

Source : Direction régionale des Douanes. * hors opérations exceptionnelles de matériel de transport

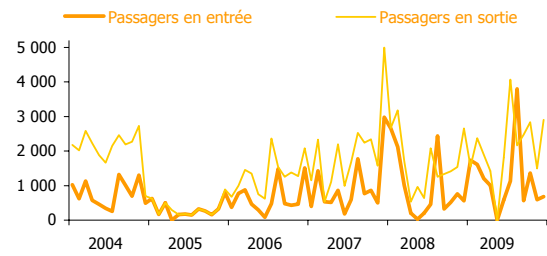
5.4 Les transports¹³

Passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi
-entrée et sorties, hors transit-



Source: Direction de l'Aviation Civile de Mayotte

Passagers enregistrés au port de Dzaoudzi
(entrées et sorties)



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Evolution du trafic aérien

TRAFIC AERIEN	4T05	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	4T10/3T10	4T10/4T09
Mouvements de vols	960	787	916	1 045	1 320	1 166	1 455	1 734	1 573	-9,3%	19,2%
Nombre de passagers (hors transit)	48 150	49 121	54 997	59 295	70 803	57 715	62 024	91 171	69 022	-24,3%	-2,5%
CVS	62 925	63 154	58 707	62 132	74 984	69 916	71 435	67 876	70 978	4,6%	-5,3%
Fret commercial (en tonnes)	410	497	453	399	371	355	403	396	370	-6,5%	-0,3%
Poste (en tonnes)	79	104	129	164	235	159	104	144	128	-11,0%	-45,7%

Source : Direction de l'Aviation Civile

¹³Certaines données relatives aux activités portuaires et aéroportuaires ne sont pas disponibles au moment de la rédaction du bulletin.

LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
- Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
- Les monographies :
Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le rapport d'activité de l'IEDOM

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

- Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines (*janvier 2011*)
- Les collectivités locales des DROM : des acteurs majeurs du développement économique (*décembre 2010*)
- Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (*mars 2010*)
- L'habitat dans les outre-mer français (*février 2010*)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (*décembre 2008*)
- Les filières des déchets en Guadeloupe (*octobre 2008*)
- La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
- Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (*décembre 2007*)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes expresses

- N°91 Le microcrédit à Mayotte (*février 2011*)
- N°90 « Premières tendances » 4^e trimestre 2010 (*janvier 2011*)
- N°89 Le microcrédit à La Réunion : un outil d'intégration économique et sociale ? (*février 2011*)
- N°88 Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe (*février 2011*)
- N°87 Le microcrédit à la Guadeloupe et à St-Martin (*janvier 2011*)
- N°86 Le microcrédit à la Martinique (*janvier 2011*)
- N°85 Panorama de Saint-Martin en 2009 (*décembre 2010*)
- N°84 Panorama de la Guyane (*novembre 2010*)
- N°83 Premières tendances en Guadeloupe – 3^e trimestre 2010 (*octobre 2010*)
- N°82 Panorama de Saint-Barthélemy (*octobre 2010*)
- N°81 Panorama de Saint-Pierre-et-Miquelon (*octobre 2010*)
- N°80 Panorama de la Guadeloupe (*septembre 2010*)
- N°79 Panorama de la Martinique (*août 2010*)
- N°78 Panorama de Mayotte en 2009 (*juillet 2010*)
- N°74 La conjoncture à Mayotte en 2009 (*avril 2010*)
- N°66 L'habitat à Mayotte (*février 2010*)
- N°65 Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (*janvier 2010*)
- N°64 Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (*décembre 2009*)
- N°63 L'habitat à La Réunion (*novembre 2009*)
- N°62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (*novembre 2009*)
- N°61 Réduction de la commande publique à La Réunion en 2009 (*juin 2009*)
- N°60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne (*avril 2009*)
- N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (*avril 2009*)
- N°58 La gestion des déchets à la Martinique (*avril 2009*)
- N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (*mars 2009*)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Etudes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence de l'IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture - B.P. 500 - 97600 Mamoudzou - Tél. : 02 69 61 05 05 - Fax : 02 69 61 05 02 - Mél : agence@iedom-mayotte.fr et à la Division Communication au siège de l'IEDOM : 164, rue de Rivoli 75001 Paris - Tél. : 01 53 44 41 55. Téléchargements gratuits sur le site Internet www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) assure :

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000 modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenue des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public,
 - observatoire économique et financier,
 - médiateur départemental du crédit.

- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échanges de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique et financier permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également chaque année une monographie présentant le bilan économique et financier de chaque collectivité. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'IEDOM apporte ses services - dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon - à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 02 69 61 05 05 – Télécopie : 02 69 61 05 02

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX

Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 3 mars 2011

Dépôt légal : mars 2011 – N° ISSN 0296-3116